

COMPTRASEC

// Centre de droit comparé du travail et de la sécurité sociale //

Working Papers

WPS /2013/4

<http://comptrasec.u-bordeaux4.fr/working-papers>

La Gouvernance mondiale : Une perspective de sciences politiques

Guillaume Devin // _____

Ce Working Paper peut être librement téléchargé. Toute autre reproduction ou diffusion sous quelque format que ce soit nécessite l'accord préalable de son ou ses auteur(s) et du laboratoire COMPTRASEC. Le format de citation est précisé à la page suivante (références du document) et doit comporter le nom de l'auteur, le titre, COMPTRASEC-WPS/l'année de publication/le numéro de publication, tels qu'ils figurent dans le cadre ci-dessus.

ISSN In Process



La Gouvernance mondiale : Une perspective de sciences politiques

Guillaume Devin - Professeur de sciences politiques
Co-directeur du Master et du Programme doctoral de relations
internationales. Institut d'Études Politiques de Paris (Sciences Po)

Mai 2013

ABSTRACT

Global governance belongs to the rhetoric of abstract words which everyone has to deal with but without really knowing what it is. In order to take the idea seriously, we need to first return to its origin, then give a more precise definition of its two main characteristics: on the one hand a configuration of actors, and on the other a fairly general objective: regulation. These characteristics are not fixed. By examining the way they have changed, we attempt to find out what is behind the "evolution" of international cooperation.

KEY WORDS

Global governance, international organisations, globalisation

RÉSUMÉ

La gouvernance mondiale appartient à cette rhétorique de mots abstraits avec lesquels tout le monde compose sans savoir exactement de quoi il s'agit. Prendre la notion au sérieux consiste d'abord à revenir sur son origine. Il s'agit ensuite de définir plus précisément ses deux caractéristiques principales : d'une part, une configuration d'acteurs et d'autre part, un objectif assez général de régulation. Ces caractéristiques ne sont pas fixes et en examinant leurs transformations, on peut tenter de savoir ce qui fait « l'évolution » de la coopération internationale.

MOTS CLÉS

Gouvernance mondiale, Organisations internationales, mondialisation

RÉFÉRENCES DU DOCUMENT

G. Devin, La Gouvernance mondiale : une perspective de sciences politiques
COMPTRASEC-WPS/2013/4, mai 2013.

© COMPTRASEC - 2013
Information et soumission des textes :
alexandre.charbonneau@u-bordeaux4.fr

COMPTRASEC - UMR 5114
Université Montesquieu - Bordeaux IV
Avenue Léon Duguit
33608 Pessac Cedex
FRANCE.
<http://comptrasec.u-bordeaux4.fr/>

Le COMPTRASEC publie des Working Papers (WPS) en lien avec son séminaire annuel de recherche, reprenant les interventions des conférenciers invités depuis 2012. Les WPS ne constituent pas des contributions finalisées. Ils documentent les thématiques traitées, déterminées selon les axes de recherche qui gouvernent la vie du laboratoire. Le dépôt d'un WPS est une démarche volontaire et facultative de la part des chercheurs invités.

COMPTRASEC publishes Working Papers (WPS) connected with its annual research seminar, containing the speakers's contributions since 2012. The WPS are not finalized papers which document the treated thematic, determined in regard with the COMPTRASEC research area. The submission is voluntary and optional for the visiting scholars.

La Gouvernance mondiale : Une perspective de sciences politiques

De quoi parle-t-on ?

Construit progressivement, le paysage représenté par les organisations internationales s'est singulièrement étoffé depuis bientôt deux siècles. Avec 250 organisations intergouvernementales et plus de 8000 organisations non gouvernementales à vocation internationale, rares sont les domaines d'activité qui ne sont pas aujourd'hui couverts par une ou plusieurs organisations internationales. L'ensemble évoque un vaste système d'interactions entre de multiples acteurs collectifs dont aucun ne maîtrise à lui seul la direction, mais dont tous contribuent à construire l'architecture et une forme incertaine de pilotage. La notion de « gouvernance globale » a tenté de saisir cette évolution favorisée par trois phénomènes de nature très différente, mais concourant au retour du concept de « globalité » éclipsé par des années de domination sans partage des modèles réalistes.

Il s'agit, en premier lieu, de la montée en puissance des mouvements écologistes qui contribue à la première conférence internationale sur l'environnement en 1972 autour du slogan significatif : « Une seule terre ». À partir de cette date, quantité de travaux mettent l'accent sur la communauté de destin de tous les habitants de la planète et sur le rôle des organisations non gouvernementales et des communautés de base pour résoudre, avec les États et dans les organisations internationales, les questions globales posées par les « biens communs de l'humanité ».

Il s'agit, ensuite, de la globalisation économique et financière dans les années 1980. L'explosion du commerce international, le recours croissant à l'investissement international, la libre circulation des capitaux à l'échelle mondiale, ainsi que la multiplication des innovations financières entraînent une mondialisation défiant la division traditionnelle du pouvoir entre unités politiques territorialement organisées sous la forme d'États. De nouveaux moyens de régulation sont recherchés.

Enfin, il faut prendre en considération le développement de la notion d'« intervention humanitaire » dans les années 1990. À partir du moment où, sous la pression des organisations non gouvernementales, relayée par les médias, les Nations Unies sont invitées à intervenir militairement dans des conflits internes pour protéger les populations, soit directement, soit par l'intermédiaire d'une grande puissance (première guerre du Golfe, Somalie, ex-Yougoslavie, Haïti), les bases traditionnelles de l'ordre interétatique sont remises en cause. Si une organisation internationale soutient des opérations de secours en direction de groupes subnationaux à l'intérieur d'un État sans y être autorisée par celui-ci, en dépit des principes traditionnels de souveraineté territoriale et de non-intervention, cela ne peut se faire qu'en invoquant une communauté internationale transcendant le monde des États. Dans cette « communauté globale », les individus deviennent les sujets premiers de la politique internationale et les organisations mondiales les instruments moteurs de cette politique.

La notion de « gouvernance globale » prétend rendre compte de ces transformations. Elle implique des mécanismes de régulation internationale, formels ou informels, engageant tous les partenaires privés et publics. En 1995, la Commission on Global Governance (créée à l'instigation de l'ancien Chancelier Willy Brandt) en proposait la définition suivante : « La somme des différentes façons dont les individus et les institutions, publiques et privées gèrent leurs affaires communes. C'est un processus continu de coopération et d'accommodement entre intérêts divers et conflictuels. Elle inclut les institutions officielles et les régimes dotés de pouvoirs exécutoires aussi bien que les arrangements informels [...] » [Commission on Global Governance, 1995, p.2]. Depuis, la notion de « gouvernance globale » a suscité une littérature considérable sans que sa définition ne gagne nécessairement en clarté et en précision. Mais le succès est venu précisément de la souplesse de la notion. Celle-ci se prête à divers usages (descriptifs et/ou prescriptifs) et suggère plusieurs traits caractéristiques de la gestion des affaires internationales à partir des années 1990 : une complexité croissante en raison du nombre de plus en plus élevé d'acteurs impliqués, une érosion partielle des souverainetés étatiques, une pluralité des dispositifs de pilotage plus ou moins bien coordonnés, une série d'arrangements formels et/ou informels toujours en négociation. Le monde de la gouvernance est celui d'une intégration balbutiante, de régulations dispersées et concurrentes, mais aussi celui d'une idéologie de l'efficacité qui dicte ses politiques (la « bonne gouvernance ») et fonctionne, le cas échéant, comme une procédure d'exclusion.

Au sein de cet ensemble, lui-même composé de sous-ensembles (les gouvernances partielles ou sectorisées), le flou domine. L'enchevêtrement des liens entre les divers acteurs et le jeu des influences réciproques obscurcissent les relations de pouvoir et les effets de domination. Dans ces « configurations molles en restructuration permanente » [Smouts, 1998 b., p. 151], il devient difficile d'identifier le rôle de chacun des acteurs et notamment des organisations intergouvernementales. Celles-ci conservent néanmoins un rôle central, mais dans un processus d'ajustement continu aux nouvelles dynamiques internationales. Elles subissent, reflètent et influencent le triple mouvement des transformations du multilatéralisme, du renouvellement des conceptions de la sécurité collective et de l'extension de la mondialisation.

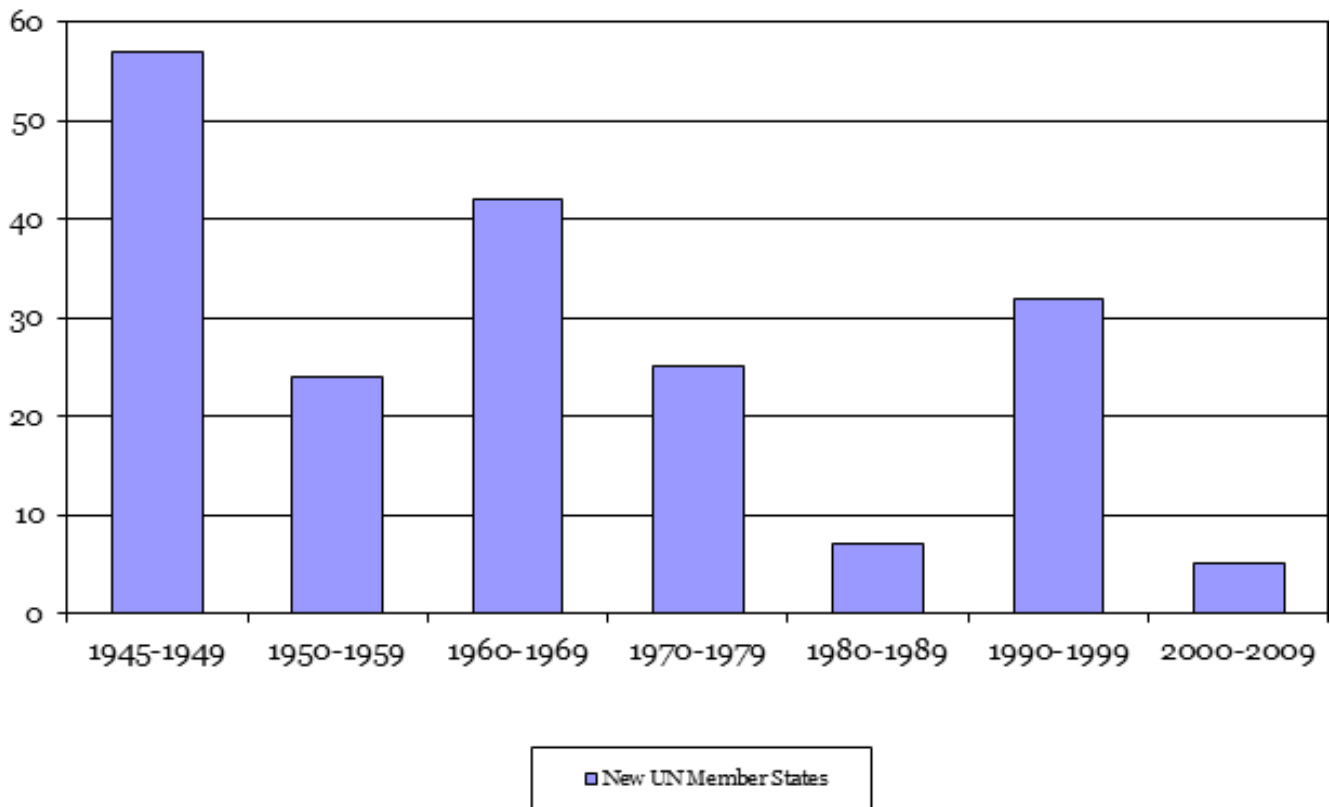
I - Une dynamique inclusive

A - L'élargissement des « parties prenantes »

Les Etats

Encadré : L'évolution des adhésions à l'ONU 1945-2009¹

(193 États membres en 2012)



Les Organisations non gouvernementales (art. 71 de la Charte). Quantitativement, la montée en puissance des ONG est manifeste entre 1990 et 2000, période durant laquelle leur nombre est multiplié par trois, puis entre 2000-2010, où leur nombre est multiplié par deux.

Conférences ONU et rôle du secrétariat. Elles sont associées mais restent positionnées dans une fonction consultative (exceptions), y compris auprès des juridictions internationales.

¹ Liste des Etats membres disponible sur le site de l'ONU, <http://www.un.org/fr/members/index.shtml>

Les acteurs marchands

Leur implication est manifeste depuis 2000 (Global Compact). Ils permettent de répondre à un besoin de financement, et sont considérés avoir un impact positif en matière d'efficacité et de légitimité. C'est la question des Partenariats Publics Privés (ex : OMS [Brundtland, 1998-2003] ; FAO).

Jamais autant d'entreprises ne s'étaient ainsi mobilisées au service d'une grande conférence des Nations Unies. Plus de 1 000 chefs d'entreprise venus d'une centaine de pays ont participé au Forum sur le développement durable des entreprises Rio +20 et souscrit aux priorités que sont l'énergie durable, le climat, l'eau, l'alimentation et l'autonomisation des femmes (Ban, 2012). « Je suis convaincu que les problèmes mondiaux d'aujourd'hui sont trop complexes pour être résolus par les seuls États, et qu'ils appellent une action collective et coordonnée associant les pouvoirs publics, le secteur privé, la société civile, les universitaires, les organisations internationales et les banques multilatérales de développement » (id)

Les Fonds comme exemple de gouvernance multi-acteurs

On évoquera ici, par exemple, le Partenariat Faire Reculer le Paludisme (*Roll Back Malaria Partnership*, 1998) auquel l'OMS participe avec plus d'une centaine de partenaires issus d'institutions multilatérales, de Fondations, d'ONG, d'entreprises, de pays où le paludisme est endémique, de pays donateurs de l'OCDE et d'organismes de recherche. L'Alliance GAVI (*The Global Alliance for Vaccines and Immunisation*, 2000) est conçue sur le même modèle.

Dans le domaine de l'environnement, le PNUE s'est associé à une alliance multi-acteurs (initialement lancée par une coalition d'entreprises étatsuniennes) afin de définir et de rendre compte de l'application de principes favorisant le « développement durable » (*Global Reporting Initiative*, GRI). Le GRI s'est transformé en organisation indépendante en 2002 et compte parmi ses organes de direction, un Conseil des parties prenantes (*Stakeholder Council*) composé, par aires régionales, de représentants d'entreprises, d'ONG, de syndicats, d'institutions universitaires, d'experts. C'est encore dans le même esprit que se présente le Forum sur la Gouvernance de l'Internet (*Internet Governance Forum*, IGF) : multilatéral et multi-acteurs [Mathiason, 2009, p.125].

Dans le domaine du social, a été également créé par l'OIT le Fonds pour l'innovation en micro-assurance (2008 : *Micro Insurance Innovation Facility*) : l'objectif premier du Fonds pour l'innovation en micro-assurance est de faire en sorte que le plus grand nombre possible de foyers à faibles revenus ait accès à des produits d'assurance de meilleure qualité. Les partenaires de ce fonds sont des assureurs (tels que les compagnies d'assurance, les micro-assureurs semi-formels, les fédérations de régimes de micro-assurance) ; les circuits de distribution (notamment les ONG, les coopératives, les syndicats et les organismes patronaux) ; les banques, les courtiers en assurance et les fournisseurs de soins de santé ; les acteurs du secteur de l'assurance tels que les centres de traitement des demandes, les fournisseurs d'assistance technique, les établissements de formation, les associations d'assureurs, les fournisseurs de services informatiques et de services de gestion de bases de données ; les chercheurs travaillant dans des instituts, les réseaux de recherche, les universités et les centres de documentation locaux.

B - L'extension des domaines de coopération

De nouveaux domaines sont investis (environnement, migrations, égalité des sexes et promotion de la femme [ONU Femmes, 2010], IFI). Cela se traduit par un élargissement des mandats des organisations internationales (HCR, CS). Plus de 9000 mandats ont été confiés à l'ONU par les Etats Membres (Ban, rapport 2012).

Concernant le Conseil de sécurité, le champ de la paix et de la sécurité est « dynamique, élastique et insatiable » (E. Luck). Pour autant qu'il veuille bien s'en saisir dans un esprit de délibération collective, le Conseil n'a guère de limites à son agenda. Celui-ci s'élargira ainsi, à partir des années 1990, à des questions qui ne sont pas circonscrites au seul périmètre d'un conflit précis : rôle des femmes dans la prévention et la résolution des conflits, situation des enfants soldats, protection des civils dans les conflits armés, consolidation de la paix après les conflits, coopération avec les organisations régionales dans le maintien de la paix et de la sécurité internationale. S'y ajoutent des thématiques transnationales : contrôle du commerce illicite des diamants bruts, lutte contre le trafic illicite des armes légères, non prolifération des armes de destruction massive, et surtout menaces résultant d'actes terroristes depuis les attentats du 11 septembre 2001 contre les États-Unis.

La sécurité globale (SH ; l'exemple des OMP). Ce sera la trouvaille du PNUD en 1994 avec la notion de « sécurité humaine ». Celle-ci, qui s'inscrit dans le prolongement d'une nouvelle mesure du « développement humain » (l'Indice de développement humain, créé également par le PNUD en 1990), ne consiste pas à se substituer à la conception traditionnelle de la sécurité étatique, mais à la compléter en centrant la sécurité sur la personne humaine et non exclusivement sur l'État [Commission sur la sécurité humaine, 2003]. D'après le PNUD, la sécurité humaine comprend sept éléments [PNUD, 1994] :

- la sécurité économique (protection contre la pauvreté)
- la sécurité alimentaire (accès à une alimentation suffisante)
- la sécurité sanitaire (accès aux soins)
- la sécurité environnementale (gestion rationnelle des ressources naturelles)
- la sécurité personnelle (sécurité physique contre les agressions diverses)
- la sécurité communautaire (protection des cultures et traditions)
- la sécurité politique (respect des droits politiques et civils fondamentaux)

A l'évidence, la sécurité humaine est un concept assez vague, extensif et aux définitions variables selon les auteurs. Certains États l'accueilleront favorablement (Canada, Japon, pays scandinaves), mais la majorité restera beaucoup plus réservée. Au fond, la sécurité humaine peut être perçue comme une nouvelle occasion d'ingérence pour vérifier si les États remplissent correctement leurs devoirs de protection, s'ils sont bien « responsables » envers leurs populations : il y a là des risques d'atteinte à la souveraineté que la plupart des États ne sont pas prêts à accepter. Onze ans après la création de la notion, les Etats n'y font qu'une référence polie au Sommet mondial de 2005 en déclarant : « Nous nous engageons à définir la notion de sécurité humaine à l'Assemblée générale » [ONU, AG, 2005, p.34]².

² L'Assemblée générale a ensuite affiné sa définition du concept de sécurité humaine en adoptant, également par acclamation, la résolution intitulée : « Suite donnée au paragraphe 143 sur la sécurité humaine du Document final du Sommet mondial de 2005 » qui était présentée par le représentant de la Jordanie, intervenant en sa capacité de Président

« Tout se tient : ce qui se passe dans le domaine de la paix et de la sécurité n'est pas sans incidences durables sur la marche du développement et l'épanouissement des droits de l'homme, et vice-versa » (Ban, rapport du SG sur l'activité de l'organisation, août 2012). Il en va de même pour les Opérations de paix (et non plus seulement de « maintien de la paix ») : un continuum. « Depuis septembre 2011, l'Organisation a pris part à plus de 20 processus de paix, facilité la transition démocratique en cours dans plusieurs États arabes, participé aux préparatifs et aidé au déroulement d'élections dans plus de 50 États Membres et travaillé à la consolidation de la paix dans le cadre de 16 opérations de maintien de la paix et de 18 missions politiques, avec le concours des équipes de pays des Nations Unies. » (id)

II - Un fonctionnement polycentrique

A - L'âge du « multilatéralisme brouillon » (R. Haas)?

Pour qui veut bien se pencher sur les multiples initiatives relevant de la « gouvernance mondiale », la question est moins de savoir s'il y a « un pilote dans l'avion » que de constater qu'il y en a peut-être trop !

Le chevauchement des compétences

Dans un rapport qui a fait date (*Delivering as One/Unis dans l'action*, 2006), les experts des Nations Unies ont pointé les nombreux dysfonctionnements de l'Organisation mondiale. Ceux-ci étant, en partie, la rançon d'une extension des activités de l'ONU : « Le système des Nations Unies compte aujourd'hui 17 institutions spécialisées et organisations apparentées, 14 fonds et programmes, 17 départements et bureaux du Secrétariat, 5 commissions régionales, 5 instituts de recherche et de formation et une pléthore de structures régionales et nationales ». (*Delivering as One*, consultable sur le site de l'ONU)

« Toutefois, nous avons aussi constaté combien les activités des organismes des Nations Unies dans le domaine du développement et de l'environnement étaient, souvent, fragmentées et insuffisantes. Le manque de rationalité et d'efficacité de la gouvernance, ainsi que le caractère imprévisible des financements, ont contribué à l'incohérence des politiques, au chevauchement d'activité et au mauvais fonctionnement opérationnel de l'ensemble du système. La coopération entre les organisations a été entravée par la course aux financements, la dérive de la définition des missions et le caractère dépassé des pratiques de fonctionnement. L'unité d'action et la lutte contre les effets de la fragmentation du système sont les thèmes centraux du présent rapport ».

du Réseau pour la sécurité humaine, ainsi qu'au nom du Japon, coauteur de ce texte.

Par ce texte, qui présente une définition de ce concept articulé autour de sept paragraphes, l'Assemblée générale convient notamment que la notion de sécurité humaine se distingue du principe de la « responsabilité de protéger » et de son application. Elle indique que la sécurité humaine n'est pas assurée par la menace ou l'emploi de la force ou de mesures de coercition et que ce concept ne saurait remplacer la sécurité que chaque État doit garantir à ses citoyens. Pour l'Assemblée générale, la notion de sécurité humaine appelle des réponses axées sur l'être humain, « globales, adaptées au contexte et centrées sur la prévention ». Nonobstant le consensus qui s'est dégagé sur ce texte, le représentant de la Fédération de Russie a indiqué ne pas être pleinement convaincu que ce concept puisse apporter quelque chose de nouveau aux travaux de l'Organisation des Nations Unies, craignant même au contraire qu'il entraîne une politisation du débat. Le concept de la sécurité humaine doit être exclusivement utilisé dans le contexte socioéconomique et ne doit pas être le prétexte au recours à l'usage de la force, a-t-il estimé. De leur côté, les représentants du Venezuela et de la Syrie ont quant à eux affirmé que la notion de sécurité humaine ne peut en aucun cas remettre en cause la sécurité de l'État. (sans vote, A/66/PV.127 10 sept 2012)

« Un tiers des programmes de pays font intervenir plus de 10 organismes des Nations Unies, dont, dans presque la même proportion des cas, chacun dépense moins de 2 millions de dollars ». (Idem)

« Dans certains secteurs, comme l'eau et l'énergie, plus de 20 organismes interviennent et se disputent des ressources limitées » (id) (Idem)

L'enchevêtrement des contentieux

C'est également la nature transectorielle qui fait l'originalité et la complication des situations contentieuses aujourd'hui : les standards alimentaires du *Codex Alimentarius* sur lesquels se fonde l'OMC doivent-ils primer sur la sécurité alimentaire telle que la conçoit l'Union européenne (affaire du bœuf aux hormones entre les Etats-Unis et l'UE) ? Les normes sociales édictées par l'OIT doivent-elles être exigées dans les accords commerciaux (débat sur la « clause sociale ») ? La production ou l'importation de médicaments génériques au profit des populations pauvres menace-t-elle les intérêts de l'industrie pharmaceutique ou les droits de propriété intellectuelle (OMS, OMC, OMPI) ? Les remèdes apportés à la crise financière doivent-ils s'attacher aussi à la relance de l'emploi (FMI, OIT) ? La promotion de l'énergie nucléaire civile est-elle compatible avec les exigences de la santé publique mondiale (AIEA, OMS)³ ? Les biocarburants mettent-ils en péril la sécurité alimentaire (AIE, FAO) ? L'essor de l'élevage est-il préjudiciable à l'environnement ? Etc.

Bien entendu, ces questions ne révèlent pas seulement des querelles de compétences. Cet aspect fonctionnel est secondaire. Elles soulèvent surtout des débats qui exigent des choix politiques et requièrent de se prononcer sur une hiérarchie de préférences collectives

B - La pluralité des instances de pilotage (mondial, régional, sectoriel) : l'avenir de la gouvernance ?

Entre la multiplication des « G », le dynamisme des organisations régionales et le développement des mobilisations sectorielles internationales *ad hoc* (sur l'énergie, la sécurité alimentaire, les maladies tropicales, le travail décent, etc.), c'est aussi l'ancrage onusien, celui d'un multilatéralisme universel, qui est menacé.

L'Assemblée générale des Nations Unies en a pris conscience (notamment à travers les positions des pays qui se sentent exclus des nouveaux regroupements et notamment du G20). Elle a ainsi adopté sans vote le 15 mai 2012 (A/RES/66/256), une résolution (présenté par le Chili, le Kenya, la Suisse et Singapour et 30 autres pays (Estonie, Hongrie ; Serbie, Ukraine ; Colombie, Haïti, Jamaïque ; Rwanda, Bénin ; Thaïlande, Vietnam) rappelant (c'est nous qui soulignons) :

1. Qu'il faut aborder le règlement des problèmes mondiaux de manière multilatérale ouverte à tous, transparente et efficace, et réaffirme à cet égard le rôle central des Nations Unies dans les efforts faits actuellement pour apporter des solutions communes à ces problèmes ;

2. Prend note avec intérêt du rapport du Secrétaire général sur la gouvernance économique mondiale et le développement ;

³ Le débat a récemment rebondi à propos de l'accord du 28 mai 1959 entre l'AIEA et l'OMS qui règle la coopération entre les deux organisations et que les adversaires du nucléaire dénoncent comme une soumission de l'OMS à l'AIEA.

3. *Estime qu'il est important et utile qu'elle entretienne, le cas échéant, des contacts continus avec les instances, organisations et groupes internationaux, régionaux et sous-régionaux qui s'occupent de questions mondiales intéressant la communauté internationale*

4. *Décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa soixante-septième session, au titre de la question intitulée « Renforcement du système des Nations Unies », la question subsidiaire intitulée « Rôle central du système des Nations Unies dans la gouvernance mondiale », et prie le Secrétaire général, à cet égard, de lui présenter d'ici à la fin de février 2013 un rapport analytique sur la gouvernance économique mondiale et le développement, où figureront de nouvelles recommandations concrètes, et qui sera élaboré en consultation avec les États Membres et les organismes compétents des Nations Unies, compte tenu des résultats de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable et de la suite donnée aux grandes conférences et réunions au sommet organisées par les Nations Unies dans les domaines économique et social et les domaines connexes s'il y a lieu.*

D'une manière générale, les défis de la gouvernance sont *à la fois* fonctionnels et politiques. Ils exigent une rationalisation des tâches, une mutualisation des contentieux et une coordination des préférences collectives. L'ensemble ne se décrète pas et n'est pas non plus à la portée d'une seule réforme, comme celle consistant à élargir la composition du Conseil de sécurité et sur laquelle sont focalisées la plupart des diplomaties multilatérales des pays du Sud. Plus décisive serait la revitalisation du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC) qui devait initialement coordonner la gouvernance mondiale au plan économique et social. Mais l'instance a été vidée de ses prérogatives, désertée par les responsables politiques et marginalisée par une nouvelle diplomatie de clubs dont le G20 est l'illustration la plus fameuse.

Le pluralisme de « la gouvernance mondiale » ne constitue pas en soi une évolution négative. Mais il porte un risque sérieux de fragmentation. Il ne peut produire des effets positifs (les avantages attendus de la coopération internationale) que s'il invente une forme nouvelle d'ordonnement dans lequel l'universalité du multilatéralisme demeurera l'ambition centrale. A défaut le pluralisme pourrait se dégrader en impuissance fonctionnelle et en contestations politiques.

Conclusion

Ce « désordre » de la gouvernance ou ce multilatéralisme « brouillon » ne signifie donc pas l'échec de la coopération internationale. Il témoigne plutôt de son succès et de la recherche de nouveaux modes d'action dans un processus continu, bien que heurté et incomplet, d'intégration au plan mondial. La « gouvernance », telle que nous l'entendons aujourd'hui, ne représente qu'un moment dans l'histoire de la coopération internationale, de la même manière que le multilatéralisme tel qu'il a été pensé en 1945 a subi de profondes transformations depuis bientôt soixante-dix.

D'une manière plus générale, la coopération internationale ne connaît pas de chemins tout tracés. Aiguillonnée par une dynamique d'intégration internationale, elle prend des formes diverses selon les contextes, les configurations d'acteurs et les conjonctures. Elle est évolutive sans que nous le discernions clairement. Elle peut être interrompue brutalement puis reprendre sa marche. Les acteurs étatiques et non étatiques y contribuent par leurs initiatives et leurs mobilisations, mais sans savoir exactement le type d'ordre qu'ils sont en train de construire.

COMPTRASEC

// Centre de droit comparé du travail et de la sécurité sociale //

Pour aller plus loin

Dejammet (Alain),

L'archipel de la gouvernance mondiale. ONU, G7, G8, G20... Paris, Dalloz (Les Sens du droit), 2012, 116p.

Devin (Guillaume) et Smouts (Marie-Claude),

Les Organisations internationales, Paris, Armand Colin, 2011, 235p.

Devin (Guillaume),

dir. *Faire la paix*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, 271p. (traduction anglaise, accessible en ligne *via* la bibliothèque de Sciences Po Paris).

Devin (Guillaume),

« Le multilatéralisme est-il fonctionnel ? », in Badie (Bertrand) et Devin (Guillaume), dir., *Le Multilatéralisme. Nouvelles formes de l'action internationale*, Paris, La Découverte, 2007, pp.147-165 (accessible sur CAIRN).

Hale (Thomas), Held (David),

eds., *Handbook of Transnational Governance. Institutions and Innovations*, Cambridge (UK), Polity press, 2011, 412p.

Sur (Serge), Kolb (Robert), Jacquet (Pierre) et al.,

« Mondialisation : une gouvernance introuvable », *Questions internationales*, mai-juin 2010, n°43, pp. 4-90.

Devin (Guillaume) dir.,

Syndicalisme : dimensions internationales, La Garenne-Colombes, Editions européennes Erasme, 1990.



COMPTRASEC

// Centre de droit comparé du travail et de la sécurité sociale //

Ce Working Paper peut être librement téléchargé. Toute autre reproduction ou diffusion sous quelque format que ce soit nécessite l'accord préalable de son ou ses auteur(s) et du laboratoire COMPTRASEC. Le format de citation est précisé à la page suivante (références du document) et doit comporter le nom de l'auteur, le titre, COMPTRASEC-WPS/l'année de publication/le numéro de publication, tels qu'ils figurent dans le cadre ci-dessus.

ISSN In Process

<http://comptrasec.u-bordeaux4.fr/working-papers>

© COMPTRASEC - 2013

Information et soumission des textes :
alexandre.charbonneau@u-bordeaux4.fr

COMPTRASEC - UMR 5114
Université Montesquieu - Bordeaux IV
Avenue Léon Duguit
33608 Pessac Cedex
FRANCE
<http://comptrasec.u-bordeaux4.fr/>

